

mehr Wohnraum pro Person, aber auch mit der ungenügenden Erschliessung des eingezonten Bodens und mit dem übermässigen Drang nach sicheren Kapitalanlagen auch von den institutionellen Anlegern her zusammen. Die Folge ist ein starkes Ansteigen der Bodenpreise, die eine breite Streuung des Grundeigentums nochmals erschwert. Um dieser unerfreulichen Entwicklung entgegenzutreten, sind eine Reihe von konzentrierten Massnahmen nötig: Das ganze Bodenrecht ist im Hinblick auf das Ziel einer breiteren Streuung des Grundeigentums zu überprüfen. Vor allem gilt es, der Baulandhortung entgegenzutreten, das Angebot an erschlossenem Bauland zu vermehren und die Anlagevorschriften der institutionellen Anleger zu lockern, um den Druck von dieser Seite auf die Baulandpreise abzuschwächen.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates vom 19. November 1986

Déclaration écrite du Conseil fédéral du 19 novembre 1986
Der Bundesrat ist bereit, die Motion entgegenzunehmen.

Ueberwiesen – Transmis

86.926

Motion Borel

Risikokapital. Bundeshilfe

Création de capital-risque.

Aide de la Confédération

Wortlaut der Motion vom 8. Oktober 1986

Einige Kantone sind daran, in Zusammenarbeit mit ihren Kantonalbanken Bankinstitute im Darlehenssektor zu schaffen, die sogenanntes Risikokapital zur Verfügung stellen. Diese Anstrengungen verdienen die Unterstützung des Bundes. Der Bundesrat wird eingeladen, den eidgenössischen Räten die gesetzlichen Grundlagen vorzulegen, die eine solche Unterstützung erlauben. Der Bund sollte sich am Kapital dieser Bankinstitute mindestens in gleicher Höhe beteiligen, wie die Kantone und ihre Kantonalbanken. Ist in einem Kanton ein grosser Teil der Regionen wirtschaftlich bedroht, so sollte die Beteiligung aufs Dreifache erhöht werden können.

Texte de la motion du 8 octobre 1986

Un certain nombre de cantons, en collaboration avec leurs banques cantonales, ont suscité la création d'institutions bancaires spécialisées dans les prêts permettant la création de ce qu'on appelle un capital-risque. Cet effort cantonal mériterait d'être soutenu par la Confédération. Le Conseil fédéral est invité à présenter aux Chambres les bases légales permettant ce soutien. Il devrait consister en une participation au capital de ces institutions bancaires au moins égale à celle des cantons et de leur banque cantonale. Elle pourrait être augmentée jusqu'au triple lorsqu'une part importante du canton est constituée de régions dont l'économie est menacée.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Ammann-St. Gallen, Bäumlín, Bircher, Bratschi, Clivaz, Deneys, Fankhauser, Gloor, Hubacher, Lanz, Leuenberger-Solothurn, Leuenberger Moritz, Longet, Mauch, Meyer-Bern, Neukomm, Reimann, Renschler, Ruffy, Stamm Walter, Uchtenhagen, Van-nay, Weber-Arbon (23)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit
L'auteur renonce au développement et demande une réponse écrite.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 1. Dezember 1986

Rapport écrit du Conseil fédéral du 1er décembre 1986

On a assisté ces dernières années à la création, dans quelques cantons, d'entreprises privées dont le but est de fournir du capital-risque à des firmes orientées vers l'innovation. On peut citer comme exemples Gesplan AG, avec la participation de diverses banques cantonales (NE, BE, SO), Promindus AG (Banque cantonale du Jura), PME-Finance SA (Banque hypothécaire du canton de Genève), Refindus Holding AG (Zürcher Kantonalbank), Industrie Promotion Fribourg (Banque de l'Etat de Fribourg) ou Holding di Promozione Industriale SA (Banca della Svizzera Italiana).

Ces entreprises ne sont pas de purs instituts financiers au sens restrictif du terme. Ils se situent plutôt dans le domaine du financement et des conseils d'entreprise. Outre le financement, ces entreprises de capital-risque s'occupent en particulier de conseils dans les questions de fondation et de problèmes d'organisation et de restructuration. Leur rayon d'action est souvent limité à un canton et aux petites et moyennes entreprises, ainsi qu'aux entreprises nouvellement fondées.

En ce qui concerne les participations de banques cantonales, il faut souligner qu'elles sont toujours minoritaires et que, dans la plupart des cas, elles n'ont même qu'un caractère symbolique. Dans la majorité des cas, ces participations n'ont pour but que de s'assurer le concours de ces entreprises pour des projets risqués ou des restructurations sur le territoire du canton et dans le champ d'action des banques cantonales. Les objectifs des banques cantonales correspondent aux buts de promotion économique sur le plan cantonal.

Comme il a déjà été relevé, ces entreprises de capital-risque sont des sociétés anonymes privées, et non pas des instituts bancaires, comme le suppose l'auteur de la motion. Elles ne sont pas soumises à la loi sur les banques. On observe simultanément la création d'autres entreprises privées de capital-risque sans participation des banques cantonales. Le Conseil fédéral observe ces activités avec grande attention. Même après le rejet de la garantie contre les risques à l'innovation, un approvisionnement suffisant de l'économie en capital-risque demeure un objectif important de notre politique économique. Un soutien aux entreprises de capital-risque comme le souhaite l'auteur de la motion, sous forme d'une participation de la Confédération au moins égale à celle des banques cantonales, apparaît difficilement réalisable pour plusieurs raisons. Premièrement, comme mentionné, les banques cantonales ne participent qu'à quelques-unes des entreprises de capital-risque. Une participation aussi sélective de la Confédération fausserait le jeu de la concurrence. Deuxièmement, l'activité d'encouragement actuelle de la Confédération est liée à des projets précis (p. ex. CERS, aide au financement dans des régions dont l'économie est menacée). Une participation financière de la Confédération à des entreprises privées créerait un précédent dont les conséquences ne peuvent encore guère être évaluées. Troisièmement, le souverain a clairement exprimé, lors de la votation populaire du 20 septembre 1985 sur la GRI, sa volonté de voir le financement de l'innovation financé en premier lieu par l'économie privée. Finalement, il convient de rappeler que la création des entreprises de capital-risque ne remonte qu'à quelques années. On ne dispose encore guère d'expériences en ce qui concerne leur succès ou leurs échecs. Une évaluation ne sera possible au plus tôt que dans quelques années.

Pour toutes ces raisons, le Conseil fédéral est d'avis qu'il convient pour l'instant d'observer attentivement l'évolution et de n'envisager une intervention de la Confédération que si les efforts de l'économie de marché et des cantons n'apportent pas une solution satisfaisante.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates
Déclaration écrite du Conseil fédéral

Le Conseil fédéral propose de transformer la motion en postulat.

Le président: M. Allenspach propose le rejet de la motion Borel.

Herczog: Nur ganz kurz. Wenn ein Vorstoss bekämpft wird, ist automatisch Diskussion beschlossen, und es wird nicht einfach darüber abgestimmt.

Le président: La discussion n'est pas demandée.

Abstimmung – Vote

Für die Ueberweisung als Postulat	45 Stimmen
Für den Antrag Allenspach	65 Stimmen

86.574

Motion Neukomm

Berufliche Vorsorge.

Besteuerung von Kapitalleistungen

Institutions de prévoyance professionnelle.

Imposition des prestations en capital

Wortlaut der Motion vom 24. September 1986

Der Bundesrat wird ersucht, den eidgenössischen Räten einen Vorschlag zu unterbreiten, wie die offensichtlich unsachgerechte Regelung in Artikel 40 Absatz 3 des Bundesratsbeschlusses über die Erhebung einer direkten Bundessteuer (BdBSt) über die Besteuerung der Kapitalleistungen der 2. Säule und der Säule 3a durch eine Regelung ersetzt werden kann, welche die Rentenleistungen gegenüber den Kapitalleistungen steuerlich nicht benachteiligt.

Texte de la motion du 24 septembre 1986

Le Conseil fédéral est invité à présenter aux conseils législatifs un projet permettant de remplacer la disposition manifestement inadéquate de l'article 40, 3e alinéa, de l'arrêté du Conseil fédéral concernant la perception d'un impôt fédéral direct – disposition relative à l'imposition des prestations en capital du deuxième pilier et du pilier 3a – par une réglementation qui ne désavantage pas sur le plan fiscal les prestations sous forme de rentes par rapport à celles en capital.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Ammann-St. Gallen, Borel, Bratschi, Braunschweig, Chopard, Christinat, Deneys, Eggli-Winterthur, Euler, Fankhauser, Fehr, Fierz, Friedli, Gloor, Jaggi, Lanz, Leuenberger Moritz, Mauch, Meyer-Bern, Nauer, Pitteloud, Renschler, Robbiani, Ruffy, Stamm, Walther, Stappung, Uchtenhagen, Vannay (28)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit
Kapitalleistungen aus Einrichtungen der beruflichen Vorsorge (2. Säule) und von anerkannten Trägern der gebundenen Selbstvorsorge (Säule 3a) werden gemäss Artikel 40 Absatz 3 des Bundesratsbeschlusses über die Erhebung einer direkten Bundessteuer vom übrigen Einkommen des Steuerpflichtigen gesondert besteuert. Die Steuer wird dabei zu einem Satz berechnet, der sich ergäbe, wenn anstelle der einmaligen Leistung eine entsprechende jährliche Leistung (Rente) ausgerichtet würde. Dieses System der zweifachen Begünstigung (Aussonderung vom übrigen Einkommen und Besteuerung zum Rentensatz) der Kapitalleistungen aus der 2. Säule und der Säule 3a gegenüber den Rentenleistungen hat gemäss Artikel 40 Absatz 1 BdBSt zur Folge, dass Kapitalleistungen bis zu ungefähr Fr. 150 000 keiner Besteuerung unterliegen, während die jährlich ausbezahlten Renten besteuert werden. Dieses Ergebnis ist besonders auch deshalb stossend, weil das Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) als Grundform der Lei-

stung die Rente vorsieht (vgl. Art. 37 Abs. 1 BVG). Mit der erwähnten steuerlichen Privilegierung der Kapitalleistungen wird diesem gesetzlichen Grundsatz entgegengewirkt.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 19. November 1986

Rapport écrit du Conseil fédéral du 19 novembre 1986

1. Nach dem noch bis Ende 1986 geltenden Recht der direkten Bundessteuer werden Kapitalleistungen aus Vorsorge zum übrigen Einkommen hinzugerechnet, also nicht separat besteuert; zur Satzbestimmung wird jedoch die betreffende Leistung, soweit sie eine Kapitalabfindung für wiederkehrende Leistungen (Renten und dgl.) darstellt, auf eine Jahresrente umgerechnet (Besteuerung zum sog. Rentensatz, vgl. Art. 40 Abs. 2 BdBSt).

Aufgrund des Bundesgesetzes vom 22. März 1985 zur Anpassung des Bundesratsbeschlusses über die Erhebung einer direkten Bundessteuer (BdBSt) an das Bundesgesetz über die berufliche Vorsorge (BVG) werden Kapitalleistungen aus Einrichtungen der beruflichen Vorsorge, aus anerkannten Formen der gebundenen Selbstvorsorge sowie Leistungen bei Tod und für bleibende körperliche oder gesundheitliche Nachteile, die ab 1987 fällig werden, gesondert vom übrigen Einkommen zum Rentensatz besteuert (Art. 40 Abs. 3 BdBSt 1987). Diese Regelung wurde in der letzten Phase der parlamentarischen Beratung des Anpassungsgesetzes in Anlehnung an eine analoge Lösung in der Harmonisierungsgesetzgebung (Art. 12 Abs. 4 im Entwurf zu einem Steuerharmonisierungsgesetz; Art. 38 im Entwurf zu einem Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer) eingeführt.

2. Die neu vorgesehene getrennte steuerliche Erfassung dieser Kapitalleistungen hat im Zusammenspiel ihrer Besteuerung zum Rentensatz und der Ausgestaltung des Tarifes bei der direkten Bundessteuer zur Folge, dass erhebliche Kapitalleistungen steuerfrei bleiben. So fallen nach heutigem Tarif Jahresrenten bis 11 199 Franken ausser Betracht. Diese Freigrenze entspricht je nach Alter und Geschlecht des Empfängers verschiedenen hohen Kapitalleistungen. Für einen 40-jährigen Mann entspricht beispielsweise eine Jahresrente von 11 197 Franken einer – im Ergebnis steuerfreien – Kapitalleistung von 271 300 Franken, für einen 50jährigen Mann eine Jahresrente von 11 195 Franken einer – ebenfalls steuerfreien Kapitalleistung von 231 400 Franken. Bei weiblichen Rentenempfängern liegen die entsprechenden Kapitalleistungen betragsmässig noch etwas höher.

3. Diese übermässige steuerliche Privilegierung der Kapitalleistungen gegenüber den Renten ist in der Tat in mehrfacher Hinsicht unbefriedigend: Sie widerspricht den Grundsätzen der Besteuerung nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit und der Gleichbehandlung der Vorsorgenehmer; sie widerspricht aber auch dem Vorsorgegedanken, denn Renten sind für die Existenzsicherung geeigneter als Kapitalleistungen. Ferner läuft sie dem Grundkonzept der steuerrechtlichen Bestimmungen des BVG zuwider, wonach dem Vollabzug der Beiträge die volle Besteuerung der Vorsorgeleistungen gegenüber stehen soll. Schliesslich führt sie auch zu sachlich nicht gerechtfertigten Steuerausfällen.

4. Mit dem Motionär sind wir der Ansicht, dass diese unbefriedigende Rechtsgrundlage korrigiert werden muss. Allerdings erachten wir es als unzulässig, die Korrektur noch am Beschluss über die direkte Bundessteuer mit einer Sondervorlage durchzuführen, nachdem der Entwurf zu einem Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer, der den gleichnamigen Bundesratsbeschluss ablösen soll, vom Ständerat am 21. März 1986 verabschiedet worden und nunmehr vor der Kommission des Nationalrates in Beratung ist. Es scheint viel zweckmässiger, entsprechende Korrekturmassnahmen im Rahmen dieser laufenden Beratungen der nationalrätlichen Kommission vorzuschlagen. Folgende Möglichkeiten kommen dabei in Betracht:

a. Zunächst die Rückkehr zur Methode der Zusammenrechnung der Kapitalleistungen aus Vorsorge mit dem übrigen Einkommen und unter Anwendung des Rentensatzes (Recht

Motion Borel Risikokapital. Bundeshilfe

Motion Borel Création de capital-risque. Aide de la Confédération

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1986
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	13
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	86.926
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	19.12.1986 - 08:00
Date	
Data	
Seite	2032-2033
Page	
Pagina	
Ref. No	20 015 029

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.